

REFONDRE LA GOUVERNANCE INTERNATIONALE DE L'ENVIRONNEMENT

Lors de la Conférence de Stockholm en 1972, le PNUE (Programme des Nations Unies pour l'environnement) avait doté son Directeur d'un mandat politique relativement large devant lui permettre:

- d'impulser les politiques environnementales nécessaires
- d'assurer la coordination des programmes relatifs à l'environnement.

Avec l'augmentation des atteintes à l'environnement et en parallèle l'augmentation du nombre d'accords multilatéraux sur l'environnement (AME), beaucoup de ses prérogatives ont été laissées à l'abandon. **Le PNUE dénombre ainsi à l'heure actuelle environ 500 traités internationaux et autres accords liés à l'environnement (dont 70% ont une portée régionale).**

Tout ce qui concerne la mise en œuvre, l'évaluation des politiques et l'application effective de ces AME dépasse sa capacité d'intervention. Sans compter l'éparpillement total des politiques liées à l'environnement au sein des différents organismes de l'ONU, et même en dehors de l'ONU. **Cela a affaibli considérablement le mandat initial du PNUE.**

1. Soutenir la création d'une Organisation mondiale de l'environnement (OME)

On ne peut dans cette situation que déplorer la dispersion des moyens institutionnels et le chevauchement des politiques entre les différents organismes de l'ONU, le PNUE mais aussi les différents organismes de développement qui gèrent également de plus en plus une intégration de l'environnement dans les prises de décision opérationnelles. **Dispersion qui ne favorise guère une démarche intégrée pourtant nécessaire au bon fonctionnement de la gouvernance internationale en matière d'environnement. Sans compter que les secrétariats et les accords éparpillés ne permettent souvent qu'aux pays les plus riches de participer et contribuer activement.**

Aujourd'hui simple organisme subsidiaire de l'ONU, le PNUE n'est clairement pas à un niveau suffisant de responsabilités et d'attributions politiques. Il n'a ainsi par exemple même pas la possibilité de saisir la Cour de justice internationale, contrairement à l'ensemble des autres agences spécialisées de l'ONU, et ne dispose pas d'un budget suffisant pour lui permettre d'agir efficacement.

Une organisation mondiale de l'environnement peut prendre plusieurs formes, comme par exemple :

- une simple réforme du PNUE, lui donnant notamment plus de moyens humains et financiers ;
- une organisation internationale indépendante (comme l'OIT ou l'OMS) ;
- une agence spécialisée de l'ONU (CNUCED).

Les deux dernières options ne nécessitent pas l'approbation de tous les Etats signataires de la Charte des Nations Unies, ce qui a l'avantage de la souplesse. Mais cela pourrait conduire au maintien du PNUE, laissant en suspens les problèmes de coordination qu'une nouvelle OME était censée régler.

Au-delà des débats institutionnels sans fin, il convient de s'accorder sur des objectifs partagés à atteindre :

- Renforcer le poids et la place de l'environnement dans l'équilibre institutionnel de l'ONU.
- **Gérer directement les grandes Conventions cadre de l'ONU liées à l'environnement** (climat/ biodiversité/ désertification).
- Rétablir une nécessaire **cohérence d'action**.
- **Favoriser les transferts technologiques et financiers** entre pays du Nord et pays du Sud.
- **Coordonner l'expertise environnementale**.
- **Consolider un socle international de normes environnementales**.
- **Donner toute sa place à des organisations représentatives de la société civile**.

Cependant, **il ne suffit pas de créer une nouvelle institution au sein de l'ONU pour que :**

- **Les normes environnementales prévalent sur les normes économiques.**
- **L'application des AME soit plus effective.**
- **L'ensemble des autres Institutions internationales ayant compétence sur l'environnement se dessaisissent** de la question au profit de l'OIE (c'est sans aucun doute le cas pour les océans).

2. Entendre une voix cohérente pour l'environnement à l'OMC

L'OMC (organisation mondiale de l'environnement) est en dehors du système des Nations Unies. **Tout comme l'OIT a du mal à faire en sorte que les normes sociales qu'elle édicte soient prises en compte par l'OMC, une OIE ne réglera pas d'un coup de baguette magique la prise en compte de l'environnement par les Institutions commerciales et financières. Elle devrait obtenir cependant un statut d'observateur plein au sein de l'ensemble des instances de l'OMC** (et pas seulement du Comité développement durable comme c'est le cas actuellement pour le PNUE) : Conseil général, Conférences ministérielles, Organe de règlement des différends.

L'OMC, et sous impulsion notamment du Cycle de Doha sur le développement depuis 2001, a témoigné de son souhait de mieux prendre en compte les AME. Mais plutôt que de se poser la question de la manière dont le commerce pourrait respecter l'environnement, il est beaucoup plus question de savoir dans quelle mesure les AME constituent des obstacles aux accords commerciaux. **Il serait ainsi temps que l'OMC reconnaisse enfin les principes de précaution et du pollueur-payeur.**

Enfin, il peut tout à fait être remis en cause le poids grandissant de l'OMC dans le jeu économique international. Si sa principale fonction de régulation et de réglementation des règles commerciales mondiales est actée, l'OMC n'a pas nécessairement vocation à régler l'ensemble des relations économiques internationales. **Les AME,**

compte tenu du lien fort entre dégradation environnementale et activités économiques, doivent prévaloir.

Document de travail interne